

DEPARTEMENT  
DE  
MEURTHE-ET-  
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

**PROCES-VERBAL**  
**DES**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance du 11 décembre 2025*  
*à 20 heures 00*

**NOMBRE**

Conseillers en exercice : 15

Présents : 14

Votants : 14

L'an deux mille vingt-cinq, le onze décembre, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire

Etaient présents : Mmes Nathalie PAUCET, Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Mickaëlle HOUEIX, Catherine PELLENZ et Michèle PETITJEAN, et Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER, Sébastien BOYER et Ludovic BOFFIN

Etait absent : Mr José PETTA

*Date de convocation : 4/12/2025      Date d'affichage et de transmission à la  
Préfecture : 12/12/2025*

**OBJET N° 05 : INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE – INTERCOMMUNALITE**

**Désignation du représentant de la commune pour siéger au sein de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)**

Un scrutin a eu lieu, Bernadette LEJEAU a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Madame le Maire expose ce qui suit :

Vu la Loi n° 2024-366 du 24 mars 2014 (consolidée le 26 octobre 2018) pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi « ALUR » a introduit la possibilité pour tous les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'un programme local de l'habitat (PLH) approuvé, de mettre en place une conférence intercommunale du logement sur son territoire devant œuvrer notamment sur cette même thématique.

La loi n° 2017-86 relative à l'égalité et la citoyenneté du 27 janvier 2017 affirme le rôle de chef de file des Établissement Public de coopération Intercommunale (EPCI) dans la gouvernance de la politique des attributions de logements sociaux. Les EPCI sont ainsi tenus de créer une conférence intercommunale du logement (CIL) qui a pour objet de définir, de manière concertée et sur la base d'un diagnostic, des orientations partagées en matière d'attribution et de mutation sur le patrimoine locatif social. La Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson

(CCBPAM) a ainsi délibéré le 13 décembre 2018 pour créer sa CIL.

L'article L441-1-5 du code de la construction et de l'habitation prévoit que la CIL est co-présidée par le représentant de l'Etat dans le département et par le président de l'EPCI, et qu'elle rassemble, outre les maires des communes membres de l'EPCI, le représentant de l'Etat dans le département, des représentants des bailleurs sociaux présents sur le territoire, des représentants du Département et de la Région, des représentants de tout organisme titulaire de droits de réservation, des représentants locaux des associations de locataires siégeant à la Commission nationale de concertation, des représentants des organismes agréés « maîtrise d'ouvrage d'insertion », des représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, et des représentants locaux des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

Il est proposé que les membres de la CIL soient répartis au sein de trois collèges.

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Bassin de Pont A Mousson (CCBPAM) du 26 juin 2025 approuvant la répartition des membres au sein de trois collèges.

Madame le Maire propose de nommer un membre titulaire et un membre suppléant pour représenter la Commune au sein de cette Conférence Intercommunale du Logement de la CCBPAM.

Mme Marlène CURINA-PRILLIEUX se propose en tant que membre titulaire et Mme Pascale PEIFFER se propose en tant que suppléant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des voix :

- Désigne pour représenter la Commune au sein de la Conférence Intercommunale du Logement de la CCBPAM, Mme Marlène CURINA-PRILLIEUX en tant que membre titulaire et Mme Pascale PEIFFER en tant que membre suppléant.

Le Maire,  
Marlène CURINA-PRILLIEUX

